

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 17 september 2007, om 23 uur.

Art. 3. De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 13 september 2007.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :
De Minister-President, Minister van de lokale overheid,
K.-H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4571

[2007/203414]

4 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2254/2004 de la Commission du 27 décembre 2004;

Vu le Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2223/2004 du Conseil du 22 décembre 2004;

Vu le Règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, et du 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1995 portant instauration d'un régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire ou à maintenir des méthodes de l'agriculture biologique, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001;

Vu la décision n° C(2000)2725 de la Commission du 25 septembre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006;

Vu la décision n° C(2004)2930 de la Commission du 22 juillet 2004 approuvant les modifications apportées au document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006 et modifiant la décision de la Commission C(2000)2725 portant approbation de ce document de programmation;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 14 août 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 août 2007;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2007;

Vu l'urgence;

Considérant que la création de codes culture supplémentaires utilisés pour désigner les couverts végétaux des parcelles déclarées au sein des déclarations de superficie et demandes d'aides introduites chaque année par les agriculteurs implique de revoir la définition de 'cultures sous labour' et d'utiliser lesdits codes en conséquence;

Considérant que, dans le cadre de la procédure simplifiée d'octroi de certains avis conformes émis par la Division de la gestion de l'espace rural (demandes d'avis conforme introduites par le biais de la déclaration de superficie et demandes d'aides pour les méthodes 1 à 5), les agriculteurs sont susceptibles de solliciter ces avis conformes même si les parcelles concernées ne sont pas situées dans une zone autorisant l'octroi de cet avis conforme, il convient, pour des raisons de simplification administrative, de considérer d'office les demandes initiales de ce type comme des demandes initiales sans avis conforme lorsque le dit avis ne peut effectivement être décerné;

Considérant que les modifications apportées par le règlement européen (CE) n° 1782/2004 du Conseil du 29 septembre 2003 entraînent de nouvelles modalités pour la prise en compte des parcelles situées à l'extérieur du territoire de la Région wallonne pour le calcul de la charge en bétail dans le cadre de l'application de la méthode 7;

Considérant que, dans le cadre de la simplification administrative, il convient dès 2006 d'inclure les demandes initiales d'engagement dans le régime de subventions agri-environnementales ainsi que celle des demandes annuelles subséquentes dans le formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides;

Considérant que le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières n'exclut pas du bénéfice des aides agri-environnementales les parcelles de jachères cultivées pour la production de matières premières;

Considérant qu'à l'exception des parcelles sur lesquelles sont appliquées les méthodes agri-environnementales 4, 5 et 6, il convient par souci de clarté de mentionner explicitement que les engagements agri-environnementaux sont liés aux parcelles sur lesquelles les méthodes agri-environnementales sont appliquées et qu'il est dès lors exclu de les échanger en cours d'engagement;

Considérant que l'intégration, à partir de 2006, des demandes agri-environnementales au sein du formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides implique à la fois d'aligner les pénalités de retard et les possibilités de modifications desdites demandes sur les modalités prévues pour les autres régimes pour lesquels ledit formulaire sert de demande d'aides et nécessite également de mettre en place une autre procédure administrative de gestion de ces demandes qui peut avoir des répercussions sur le délai pour l'envoi des accusés de réception ou des éventuels refus desdites demandes;

Considérant que les conditions de transformation d'engagement doivent être adaptées aux différents cas rencontrés;

Considérant qu'en cas de réduction d'engagement avant son terme, il convient de mentionner explicitement dans l'arrêté le fait que ladite réduction entraîne une récupération des montants indûment versés;

Considérant que l'octroi des subventions agri-environnementales relatives aux méthodes 3.a et 9 pour des parcelles qui font également l'objet d'aides au titre du régime d'aides à l'agriculture biologique ne peut se justifier que si une superficie de cultures sous labour permettant d'appliquer la norme de 8 % maximum de méthodes 3.a et 9 par rapport aux superficies de culture sous labour est également exploitée selon le mode de production biologique et fait l'objet des aides à l'agriculture biologique;

Considérant que pour les méthodes agri-environnementales 3.a et 4, il convient, pour des raisons de simplification administrative, de supprimer l'obligation qu'a le producteur de communiquer les copies des conventions d'occupation des sols dont question à l'article 14, § 2, points e) et f) de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Considérant que le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) instaure de nouvelles règles en matière de développement rural pour la période de programmation 2007 à 2013 et qu'en conséquence un nouveau régime de subventions agri-environnementales intégrant ces nouvelles règles doit être instauré à partir de 2007;

Considérant qu'avec l'expérience acquise pendant la première année d'application du nouveau régime agri-environnemental, certaines précisions en matière de gestion par la fauche doivent être apportées aux cahiers des charges de la méthode 2;

Considérant qu'il est nécessaire que la superficie minimale de chaque parcelle agricole sur laquelle est appliquée une méthode agri-environnementale dont la subvention est payée sur la base de la superficie engagée soit harmonisée avec la superficie minimale que doit avoir une parcelle agricole pour permettre l'activation des droits à la prime unique;

Considérant que, pour l'application de la méthode 4, le suivi cultural ne peut être installé qu'après destruction de la couverture de sol qui fait l'objet de la subvention agri-environnementale et qu'en cas de destruction de cette couverture après le 1^{er} janvier, certaines variétés d'espèces végétales reconnues habituellement comme cultures d'hiver peuvent encore être semées à cette période, il convient de ne pas préciser que le suivi cultural soit exclusivement une culture de printemps *sensu stricto* ce qui exclurait des subventions agri-environnementales de telles superficies alors que le cahier des charges de la méthode a bien été respecté par le bénéficiaire des subventions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le point 6° de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales est remplacé par la disposition suivante :

« 6° "culture sous labour" : toute culture dont la superficie est mentionnée à la déclaration de superficie, à l'exclusion des cultures suivantes : prairies permanentes (codes culture 61 et 613), boisement (code culture 891), cultures fruitières pluriannuelles (code culture 971), cultures maraichères sous verre (code culture 952), fruits à coque (codes culture 9201, 9202), pépinières de plants fruitiers ou de plantes ornementales (code culture 9520), sapins de Noël (code culture 962) ou terres non agricoles en couvert forestier (code culture 893). »

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, le premier paragraphe est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le producteur peut solliciter un avis conforme qui porte sur la pertinence de l'application d'une ou de plusieurs méthodes ou sous-méthodes par rapport à la situation environnementale de la parcelle concernée et/ou de l'exploitation.

Cet avis est rendu par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) sur la base de critères objectifs définis par celle-ci; ces critères correspondent à une justification environnementale reconnue.

Le cas échéant, lorsque l'avis conforme sollicité pour les méthodes 1 à 5 visées à l'article 2 n'est pas rendu par l'IG4, la demande initiale de subventions introduite par le producteur pour la méthode concernée est considérée d'office comme une demande initiale introduite pour ladite méthode sans avis conforme.

Cet avis est préalable à la demande initiale de subvention et vaut pour toute la durée de l'engagement. »

Art. 3. Les points 3°, 4° et 5° de l'article 4 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 3° Il doit disposer en Région wallonne de terres pour lesquelles il sollicite lesdites subventions. Toutefois, pour le calcul de la charge en bétail, certaines parcelles situées en dehors de la Région wallonne peuvent entrer en ligne de compte, conformément à l'article 8 du Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, qui prévoit que lorsqu'une superficie fourragère est située dans un Etat membre autre que celui où se trouve le siège d'exploitation de l'agriculteur qui l'utilise, cette superficie est considérée sur demande de l'agriculteur comme faisant partie de l'exploitation dudit agriculteur à condition qu'elle se trouve à proximité immédiate de l'exploitation et qu'une partie majeure de l'ensemble des superficies agricoles utilisées par ledit agriculteur soit située dans l'Etat membre où se trouve l'endroit principal de son activité.

4° Il doit introduire, par envoi recommandé, auprès du service extérieur compétent, une demande initiale de subventions agri-environnementales au moyen du formulaire établi par l'administration. Le producteur doit y indiquer clairement toutes les parcelles agricoles sur lesquelles une méthode agri-environnementale est pratiquée, en mentionnant la numérotation des parcelles telle qu'elle apparaît sur la déclaration de superficie qu'il introduit la même année. Il ne peut introduire qu'une seule demande initiale de subventions agri-environnementales par an. Sans préjudice des justificatifs à apporter prévus à l'annexe 1ère, la demande initiale dûment complétée, datée et signée, doit être accompagnée d'une copie des photoplans servant à la déclaration annuelle de superficie du demandeur pour l'année concernée et sur lesquels sont localisées avec précision pour les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous 1° à 5° et sous 7° à 9°, les parcelles concernées par la demande de subvention.

A partir de 2006, la demande initiale de subventions agri-environnementales est intégrée dans le formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides tel qu'établi par l'administration et doit être dûment complétée selon les instructions que celle-ci définit annuellement dans la notice explicative dudit formulaire.

Le cas échéant, la demande initiale doit être accompagnée de l'avis conforme dont question à l'article 3.

5° A partir de la deuxième année de l'engagement, le producteur doit introduire chaque année, auprès du service extérieur compétent et selon les instructions de l'administration, une demande annuelle de subventions agri-environnementales. Cette demande, dûment complétée, datée et signée, doit être renvoyée au service extérieur compétent avant la date limite fixée par l'administration.

A partir de 2006, la demande annuelle de subventions agri-environnementales est intégrée dans le formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides tel qu'établi par l'administration et doit être dûment complétée selon les instructions que celle-ci définit annuellement dans la notice explicative dudit formulaire. »

Art. 4. Le point 9° de l'article 4 du même arrêté est supprimé.

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. Seules les parcelles situées sur le territoire géographique de la Région wallonne peuvent bénéficier des subventions agri-environnementales prévues par le présent arrêté.

Pour les méthodes 1 à 3 et 7 à 9 visées à l'article 2, conformément à l'article 66 du Règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), les parcelles pour lesquelles le producteur s'est engagé, par le biais de sa demande initiale, dans le régime de subventions instauré par le présent arrêté ne peuvent être échangées en cours d'engagement. »

Art. 6. L'article 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6 § 1^{er}. Toute demande initiale doit être introduite dans le délai imparti pour l'introduction du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides. Si la demande initiale est introduite avec un retard de plus de vingt-cinq jours civils par rapport à ladite date limite, la demande initiale est irrecevable.

Après son introduction, une demande initiale recevable peut être modifiée selon les règles définies annuellement par l'administration pour les modifications du formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides et telles que précisées dans la notice explicative relative au dit formulaire.

La demande initiale constitue l'engagement du producteur à respecter toutes les conditions relatives à l'application de chacune des méthodes et sous-méthodes souscrites telles que reprises à l'annexe 1ère, à dater du 1^{er} avril de l'année de la demande initiale.

Chaque méthode ou sous-méthode à laquelle le producteur souscrit dans sa demande initiale constitue un engagement distinct.

§ 2. Le service extérieur compétent vérifie que toute demande initiale introduite dans le délai précisé au § 1^{er} est complète et conforme. Le directeur du service extérieur compétent accuse réception, par écrit, de toute demande initiale complète et conforme. Sans préjuger de l'éligibilité de cette demande initiale, cet accusé de réception précise par méthode ou sous-méthode souscrite par le producteur les données de superficies, longueurs ou autres unités telles que déclarées.

§ 3. Uniquement en cas de refus partiel ou total de celle-ci, le directeur du service extérieur compétent envoie au producteur, par recommandé, une notification explicite de refus partiel ou total de sa demande initiale.

En cas de contestation, le producteur peut introduire un recours pour autant qu'il soit accompagné de documents justificatifs. Ce recours doit être introduit par recommandé auprès de l'inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture du Ministère de la Région wallonne dans un délai de trente jours civils à compter de la date de notification du refus. Un recours introduit par un autre moyen, en dehors de ce délai ou encore sans justificatif probant entraîne la nullité du recours.

En cas d'introduction d'un recours, le producteur est tenu de poursuivre l'application des méthodes ou sous-méthodes agri-environnementales souscrites jusqu'au moment de la décision définitive de l'administration.

L'administration accuse réception de tout recours dans un délai de quinze jours civils à dater de sa réception. Cet accusé de réception mentionne, le cas échéant, la nullité dudit recours ce qui entraîne la confirmation du refus initial.

Lorsque le recours peut être pris en considération, l'administration communique, par écrit, au producteur sa décision définitive dans les trois mois qui suivent l'introduction dudit recours.

Lorsque la décision définitive de l'administration confirme, en tout ou en partie, le refus initial, ou en cas de notification de nullité du recours communiqué par l'accusé de réception visé à l'alinéa 4 de ce paragraphe :

— le producteur ne peut prétendre à aucune subvention pour la période écoulée entre le 1^{er} avril de l'année d'introduction de la demande initiale et la date de refus définitif pour l'engagement ou la partie d'engagement concernée par le refus;

— le producteur n'est plus tenu de respecter les engagements souscrits dans sa demande initiale pour l'engagement ou la partie d'engagement concernée par le refus. ».

Art. 7. § 1^{er}. A l'article 7 du même arrêté, le paragraphe 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. En application de l'article 21 du Règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), remplacé à partir du 7 mai 2004 par l'article 21 du Règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), les transformations visées à l'alinéa trois sont autorisées pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

— la demande de transformation doit être introduite selon le délai et les modalités fixées par l'administration;

— toutes les conditions d'éligibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode telles que précisées à l'annexe 1^{re} doivent être rencontrées;

— le nouvel engagement concerne au minimum les parcelles, superficies ou autres éléments couverts par l'engagement en cours;

— l'avis conforme de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) dont question à l'article 3 doit être joint à la demande de transformation;

— la demande de transformation doit être acceptée par l'administration.

En cas d'acceptation, un nouvel engagement de cinq ans pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée prend cours au 1^{er} avril de l'année d'introduction de la demande de transformation.

Les transformations autorisées visées à l'alinéa premier sont les suivantes :

1° la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous les points 1° à 9° en un engagement pour la méthode visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 10°. Pour ce type de transformation, la condition fixée au troisième tiret du § 1^{er} du présent article n'est pas d'application;

2° la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous les points 1° à 5° en un engagement pour les méthodes correspondantes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous les points 1° à 5° avec avis conforme tel que visé à l'article 3;

3° la transformation d'un engagement concernant la méthode 2 visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 2° en un engagement pour la méthode 8 visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 8°;

4° la transformation d'un engagement concernant la sous-méthode 3.a visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 3° en un engagement pour les sous-méthodes 9.a, 9.b, 9.c ou 9.d visées à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 9°;

5° la transformation d'un engagement concernant une sous-méthode 9 en une autre sous-méthode 9 plus contraignante et présentant des avantages environnementaux indiscutables moyennant modification de l'avis conforme. »

§ 2. A l'article 7 du même arrêté est ajouté un § 7 rédigé comme suit :

« § 7. Sans préjudice des conditions fixées aux paragraphes 1 à 6 du présent article, le producteur qui réduit volontairement la superficie, la longueur ou le nombre d'éléments relatifs à un engagement donné avant le terme de celui-ci, doit rembourser les subventions indûment perçues depuis le début dudit engagement pour les parcelles, superficies ou autres éléments concernés par la réduction d'engagement. Ceci vaut également lorsque, à l'issue des contrôles administratifs ou des contrôles sur place réalisés, l'administration constate une réduction d'engagement sans que le producteur l'ait signalée. »

Art. 8. L'article 9 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9. Les subventions agri-environnementales sont payées en cinq tranches annuelles.

Les demandes introduites donnant droit à la subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

Chaque tranche annuelle n'est accordée que si le producteur a exploité la parcelle faisant l'objet de la subvention. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1^{er} avril de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 mars de l'année suivante. Sont considérées comme exploitées par le producteur les parcelles qui figurent dans sa déclaration de superficie à l'exception des parcelles concernées par les dérogations prévues à l'annexe 1^{re} pour la sous-méthode 3.a et les méthodes 4 et 9 visées à l'article 2.

En cas de transfert d'engagement dans le délai fixé à l'article 7, § 1^{er}, le droit à la subvention correspondante revient au preneur à partir du 1^{er} avril de l'année au cours de laquelle la demande de transfert a été introduite.

Lorsque le transfert d'engagement a lieu en dehors du délai fixé à l'article 7, § 1^{er}, le droit à la subvention pour les superficies ou animaux transférés est perdu pour l'année au cours de laquelle le transfert s'est opéré.

Sauf cas dûment justifié, chaque tranche annuelle est payée dans les cinq mois suivant la fin de la période d'engagement à laquelle elle se rapporte.

La première tranche annuelle est établie par l'administration sur la base des données figurant dans la demande initiale et des contrôles administratifs ou sur place réalisés au cours de la première année d'engagement. Lorsqu'une demande initiale recevable a été introduite tardivement, les subventions auxquelles le producteur a droit pour les engagements qu'il a souscrits par le biais de cette demande sont, pour la première tranche annuelle de paiement, diminuées d'1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date limite fixée pour l'introduction du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides.

Les quatre tranches annuelles suivantes sont établies sur la base d'une demande annuelle de subventions. Le formulaire de demande annuelle est envoyé par l'administration au producteur. Le producteur est tenu de renvoyer ce formulaire conformément aux instructions de l'administration. Le calcul des subventions se base sur les données mentionnées par le producteur dans cette demande annuelle et sur les contrôles administratifs ou effectués sur place.

L'introduction tardive de la demande annuelle entraîne une diminution du montant des subventions d'1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date limite fixée par l'administration. Toute demande annuelle de paiement des subventions introduite avec plus de vingt-cinq jours civils de retard est irrecevable. Dans ce cas, le droit à la subvention pour l'année concernée est perdu sans pour cela libérer le producteur de ses engagements pour la période de l'engagement restant à courir.

Pour chaque année d'engagement, une notification du calcul des subventions octroyées est envoyée au producteur.

Le producteur peut introduire un recours contre le calcul des subventions auprès de l'inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture du Ministère de la Région wallonne. Pour être recevable, ce recours écrit devra être envoyé par recommandé dans un délai de trente jours civils à dater de la notification dudit calcul par l'administration et devra être accompagné des documents justifiant le recours. Tout recours envoyé sous une autre forme, en dehors du délai prévu ou sans justificatif entraîne la nullité du recours. »

Art. 9. Un article *9bis* rédigé comme suit est ajouté au même arrêté :

« Art. *9bis* Lorsqu'un engagement porte sur l'application de la sous-méthode 3.a ou de la méthode 9 visée à l'article 2 du présent arrêté, les aides au mode de production biologique qui sont sollicitées pour les longueurs et superficies cumulées concernées sont octroyées à concurrence d'une longueur ou superficie maximale équivalent à 8 % de la superficie de culture sous labour pour laquelle il bénéficie des aides à l'agriculture biologique instaurées par l'arrêté ministériel du 30 mars 1995 ou par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003. »

Art. 10. § 1^{er}. A l'article 14, § 2, du même arrêté, les points *e*) et *f*) sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *e*) En cas d'application de la méthode "couverture du sol pendant l'interculture" telle que définie à la méthode 8 décrite à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999, par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 5 de ce même arrêté, les superficies sur lesquelles la méthode "couverture du sol pendant l'interculture" est pratiquée peuvent être déclarées par un autre producteur que le bénéficiaire de la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année qui suit l'implantation de ladite couverture à condition que les superficies visées fassent l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture de printemps ou d'une jachère. Le bénéficiaire doit en outre disposer d'une copie de cette convention en vue de la présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place.

f) En cas d'application de la méthode "Remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans" telle que définie à la méthode 2.A décrite à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999, la superficie de culture sous labour contiguë à la tournière enherbée considérée peut être déclarée par un autre producteur que le bénéficiaire concerné par la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année concernée à condition que la superficie de culture sous labour visée fasse l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture sous labour. Le bénéficiaire doit en outre disposer d'une copie de cette convention en vue de la présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place. »

§ 2. Au § 2 de l'article 14 du même arrêté, un point *j*), rédigé comme suit, est ajouté :

« *j*) Le point 6° de l'article 1^{er} du présent arrêté reprenant la définition de 'culture sous labour' remplace le point 8° de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 ».

Art. 11. Un article 15bis, rédigé comme suit, est ajouté au même arrêté :

« Art. 15bis. Les demandes initiales d'engagement aux méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2 du présent arrêté doivent être introduites au plus tard en 2006 dans les conditions définies par le présent arrêté. »

Art. 12. A l'annexe 1^{re} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 2 :

Le 1^{er} alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le producteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente (déclarées sous les codes 61 ou 613) selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 200 euros par hectare. »

Au 2^e alinéa, les points 5° et 6° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 5° en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche avec exportation du produit est autorisée. Dans ce cas, lors de la première fauche réalisée après le 15 juin, au moins 5 % de la superficie de la parcelle seront maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées et la parcelle ne pourra pas être pâturée avant le 1^{er} août;

6° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares. »

Art. 13. A l'annexe 1^{re} du même arrêté, la modification suivante est apportée à la méthode 3 :

Le point 6° de la sous-méthode 3.a est remplacé par les dispositions suivantes :

« 6° la culture sous labour contiguë à une telle tournière enherbée doit être exploitée par le bénéficiaire de la subvention et être déclarée dans sa déclaration de superficie. Toutefois, ces superficies de culture sous labour peuvent être déclarées par un autre producteur que le bénéficiaire concerné par la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année concernée à condition que la superficie de culture sous labour visée fasse l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture sous labour. Le bénéficiaire doit disposer d'une copie de cette convention en vue de la présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place. Si au cours de la période couverte par le contrat de location, le producteur avec lequel le contrat de location a été conclu commet une infraction à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature sur la superficie concernée par le contrat de location, le producteur qui bénéficie de la subvention agri-environnementale doit rembourser les subventions agri-environnementales versées au titre de la méthode considérée depuis le début de l'engagement; ».

Art. 14. A l'annexe 1^{re} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 4 :

Le point 2° du deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° la couverture hivernale du sol peut être installée :

— soit dans une culture de céréale (ou de maïs) avant la récolte de celle-ci;

— soit avant le 15 septembre sur une superficie qui a fait l'objet d'une culture sous labour déclarée dans la déclaration de superficie de l'année où la couverture est implantée sous un code autre que 81, 82, 83, 84, 85, 751, 851 ou 852 si ces codes cultures correspondent à des superficies qui sont déclarées dans le formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides sous la destination principale X en vue de l'utilisation de droits de mise en jachère; ».

Le point 4° du deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4° cette couverture hivernale du sol doit être détruite après le 1^{er} janvier et doit être suivie de l'implantation d'une culture ou de l'implantation d'une jachère. Par culture, il est considéré toute culture ou culture sous labour semée après le 1^{er} janvier et déclarée, dans le formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides relative à l'année de son semis, en tant que telle en utilisant le code culture spécifique approprié; ».

Le point 8° du deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :
« 8° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares; ».

Art. 15. A l'annexe 1^{re} du même arrêté la modification suivante est apportée à la méthode 5 :

Le point 4° du deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :
« 4° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares; ».

Art. 16. A l'annexe 1^{re} du même arrêté la modification suivante est apportée à la méthode 7 :

le point 4° du deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :
« 4° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares; ».

Art. 17. A l'annexe 1^{re} du même arrêté la modification suivante est apportée à la méthode 7 :

Le point 8° du deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :
« 8° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares; ».

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 1^{er} janvier 2006.

Namur, le 4 octobre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4571

[2007/203414]

4. OKTOBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 über die Beihilfen in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2254/2004 der Kommission vom 27. Dezember 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2223/2204 des Rates vom 22. Dezember 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1980, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 30. März 1995 zur Einführung einer Beihilferegelung zugunsten der landwirtschaftlichen Betreiber, die sich zur Einführung oder Aufrechterhaltung der Verfahren der biologischen Landwirtschaft verpflichten, zuletzt abgeändert durch den Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2000) 2725 der Kommission vom 25. September 2000 zur Genehmigung des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2000-2006;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2004)2930 der Kommission vom 22. Juli 2004 zur Genehmigung der Änderungen des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2000-2006 und zur Änderung der Entscheidung Nr. C(2000) 2725 der Kommission zur Genehmigung dieses Dokuments für die Programmplanung;

Aufgrund der am 14. August 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund des am 9. August 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Schaffung von zusätzlichen Kulturcodes zur Bezeichnung der Pflanzendecke der Parzellen, die in den Flächenerklärungen und in den von den Landwirten jährlich eingereichten Beihilfeanträgen angegeben werden, eine Änderung der Definition der "gepflügten Kultur" und eine dementsprechende Benutzung dieser Codes erforderlich macht;

In der Erwägung, dass die Landwirte im Rahmen des vereinfachten Verfahrens zur Abgabe bestimmter gleichlautender Gutachten durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (Anträge auf ein gleichlautendes Gutachten, die mittels der Flächenerklärung eingereicht werden, und Beihilfeanträge für die Methoden 1 bis 5 die Abgabe dieser gleichlautenden Gutachten beantragen können, auch wenn die betreffenden Parzellen nicht in einem Gebiet liegen, für das die Abgabe dieses gleichlautenden Gutachtens erlaubt ist, und dass es somit im Hinblick auf die administrative Vereinfachung Anlass gibt, die ursprünglichen Anträge dieser Kategorien von Amts wegen als ursprüngliche Anträge ohne gleichlautendes Gutachten zu betrachten, wenn dieses Gutachten tatsächlich nicht abgegeben werden kann;

In der Erwägung, dass die durch die Europäische Verordnung (EG) Nr. 1782/2004 des Rates vom 29. September 2003 eingeführten Abänderungen neue Modalitäten für die Berücksichtigung der außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region liegenden Parzellen bei der Berechnung des Tierbesatzes im Rahmen der Anwendung der Methode 7 mit sich bringen;

In der Erwägung, dass es ab 2006 im Rahmen der administrativen Vereinfachung Anlass gibt, die ursprünglichen Verpflichtungsanträge im Rahmen der Regelung der Agrarumweltmaßnahmen sowie die weiteren jährlichen Anträge in das Formular für die Flächenerklärung und in die Beihilfeanträge einzufügen;

In der Erwägung, dass die für die Produktion von Rohstoffen angebauten Parzellen Brachland kraft der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen nicht vom Anspruch auf Agrarumweltmaßnahmen ausgeschlossen sind;

In der Erwägung, dass mit Ausnahme der Parzellen, auf denen die agrarökologischen Methoden 4, 5 und 6 angewandt werden, es der Deutlichkeit halber ausdrücklich erwähnt werden soll, dass die Verpflichtungen für Agrarumweltmaßnahmen an die Parzellen gebunden sind, auf denen die agrarökologischen Methoden angewandt werden, und daher ausgeschlossen wird, dass diese während des Gültigkeitszeitraums der Verpflichtung ausgetauscht werden;

In der Erwägung, dass die Einfügung ab 2006 der Anträge betreffend Agrarumweltmaßnahmen in das Formular für die Flächenerklärung und Beihilfeanträge es erforderlich macht, dass die Verzugsstrafen und die Möglichkeiten zur Abänderung dieser Anträge aufgrund der Modalitäten angepasst werden, die für die anderen Regelungen vorgesehen sind, für welche dieses Formular als Beihilfeantrag dient; dass es auch nötig wird, ein anderes administratives Verfahren zur Bearbeitung dieser Anträge einzuleiten, das Auswirkungen auf die Frist für den Versand der Empfangsbestätigungen oder möglichen Ablehnungen von Anträgen haben kann;

In der Erwägung, dass die Bedingungen für die Umwandlung der Verpflichtungen den verschiedenen auftretenden Fällen angepasst sein müssen;

In der Erwägung, dass bei einer Verringerung der Verpflichtung vor Ende des Gültigkeitszeitraums ausdrücklich in dem Erlass auf den Umstand hinzuweisen ist, dass die genannte Verringerung eine Rückforderung der ungeschuldet gezahlten Beträge nach sich zieht;

In der Erwägung, dass die Gewährung von Subventionen für Agrarumweltmaßnahmen der Methoden 3.a und 9 auf Parzellen, für die ebenfalls Beihilfen im Rahmen der Beihilferegelung für die biologische Landwirtschaft gewährt werden, nur gerechtfertigt werden kann, falls eine Fläche gepflügter Kulturen, die ermöglicht, die Norm von maximal 8% der Methoden 3.a und 9 im Vergleich zu den Flächen gepflügter Kulturen anzuwenden, ebenfalls biologisch bewirtschaftet wird und Gegenstand von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft ist;

In der Erwägung, dass für die Agrarumweltmethoden 3.a und 4 aus Gründen der verwaltungstechnischen Vereinfachung die Pflicht des Erzeugers aufzuheben ist, demzufolge dieser die Kopien der Vereinbarungen über die Nutzung der Flächen, die in Artikel 14 § 2 Punkt e) und f) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen angeführt werden, zu übermitteln hat;

In der Erwägung, dass durch die Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 der Kommission vom 20. Dezember 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) neue Bestimmungen im Bereich der ländlichen Entwicklung für die Programmperiode 2007-2013 eingeführt werden und dass folglich eine neue Regelung für Subventionen im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen, die diese neuen Bestimmungen umsetzen, ab 2007 einzuführen ist;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage der während des ersten Jahres der Anwendung der neuen Regelung im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen gemachten Erfahrungen die Lastenhefte der Methode 2 für die Verwaltung der Mahd ergänzt werden müssen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Mindestfläche einer jeden landwirtschaftlichen Parzelle, auf der eine Agrarumweltmethode angewandt wird, deren Subvention auf der Grundlage der Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, gezahlt wird, der Mindestfläche, die eine landwirtschaftliche Parzelle aufweisen muss, um die Aktivierung der Rechte auf die Betriebsprämie zu ermöglichen, anzugleichen;

In der Erwägung, dass für die Anwendung der Methode 4 die Folgekultur erst angelegt werden darf, nachdem die Bodendecke, für die eine Subvention im Rahmen der Agrarumweltmaßnahmen gewährt wurde, zerstört worden ist, und dass, falls diese Bodendecke nach dem 1. Januar zerstört wurde, bestimmte Pflanzenarten, die gewöhnlich als Winterkulturen gewertet werden, während dieser Zeit noch ausgesät werden dürfen. Daher ist die Angabe, wonach es sich bei der Folgekultur um eine Frühjahrskultur *sensu stricto* handeln muss, nicht anzuführen, da dadurch derartige Flächen von dem Genuss der Subventionen für Agrarumweltmaßnahmen ausgeschlossen würden, und dies obwohl der Bezugsberechtigte dieser Subventionen das Lastenheft der Methode beachtet hat;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Punkt 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«6° "Gepflügte Kultur": jede Kultur, deren Flächen in der Flächenerklärung angegeben wird, mit Ausnahme der folgenden Kulturen: Dauerwiesen (Kulturcode 61 und 613), Bewaldung (Kulturcode 891), mehrjähriger Obstbau (Kulturcode 971), Treibhaus-Gemüsebau (Kulturcode 952), Hülsenfrüchte (Kulturcode 9201, 9202), Baumschulen von Obstbäumen oder Zierpflanzen (Kulturcode 9520), Weihnachtsbäume (Kulturcode 962) oder Nichtlandwirtschaftliche Bodenflächen mit forstlicher Bedeckung (Kulturcode 893).»

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird der erste Absatz durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Der Erzeuger kann ein gleichlautendes Gutachten, das sich auf die Erheblichkeit der Anwendung einer oder mehrerer dieser Methoden oder Untermethoden angesichts der umweltspezifischen Situation der betreffenden Parzelle und/oder des Betriebs bezieht, einholen.

Dieses Gutachten wird durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) auf der Grundlage der von ihr festgelegten objektiven Kriterien abgegeben. Diese Kriterien entsprechen einer anerkannten umweltspezifischen Begründung.

In den Fällen, in denen das für die in Artikel 2 angeführten Methoden 1 bis 5 beantragte gleichlautende Gutachten nicht von der IG4 abgegeben wird, wird der ursprüngliche Antrag auf Subventionen, den der Erzeuger für die betreffende Methode einreicht, von Amts wegen als ein ohne gleichlautendes Gutachten für die genannte Methode eingereichter ursprünglicher Antrag gewertet.

Dieses Gutachten geht dem ursprünglichen Subventionsantrag voran und gilt für die gesamte Dauer der Verpflichtung.»

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die Punkte 3°, 4° und 5° durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«3° Er muss auf dem Gebiet der Wallonischen Region Ländereien besitzen, für die er die genannten Subventionen beantragt. Für die Berechnung der Besatzdichte können manche außerhalb der Wallonischen Region gelegenen Parzellen jedoch berücksichtigt werden, gemäß Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, demzufolge eine Futterfläche, die in einem anderen als dem Mitgliedstaat liegt, in dem sich die Hofstelle des Betriebsinhabers befindet, der sie nutzt, für die Anwendung des integrierten Systems auf Antrag des Betriebsinhabers als Teil seines Betriebs gilt, sofern sie sich in unmittelbarer Nähe dieses Betriebs befindet und ein bedeutender Teil der vom Betriebsinhaber genutzten landwirtschaftlichen Flächen in dem Mitgliedstaat liegt, in dem sich die Hofstelle des Betriebsinhabers befindet.

4° Er muss bei dem zuständigen Außendienst anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars einen ursprünglichen Antrag auf agrarökologische Subventionen per Einschreiben einreichen. Der Erzeuger muss in diesem Antrag deutlich alle landwirtschaftlichen Parzellen angeben, auf denen eine agrarökologische Methode angewandt wird, wobei die Parzellen so zu nummerieren sind, wie dies auf der im gleichen Jahr eingereichten Flächenerklärung geschehen ist. Er darf nur einen einzigen Antrag auf agrarökologische Subventionen pro Jahr einreichen. Unbeschadet der in Anlage 1 vorgesehenen zu übermittelnden Belege muss dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten ursprünglichen Antrag eine Kopie der Photopläne beigefügt werden, die der Antragsteller für seine jährliche Flächenerklärung des betreffenden Jahres verwendet hat und auf denen folgende Angaben ausführlich vermerkt sind: für die in Artikel 2 § 1 unter 1° bis 5° und unter 7° bis 9° erwähnten Methoden und Untermethoden die Parzellen, auf die sich der Subventionsantrag bezieht.

Ab 2006 wird der ursprüngliche Antrag auf Subventionen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen in das Formular der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags, das von der Verwaltung ausgearbeitet wird, integriert. Dieses muss ordnungsgemäß unter Beachtung der alljährlich von der Verwaltung in den Erläuterungen zu dem besagten Formular festgelegten Anweisungen ausgefüllt werden.

Gegebenenfalls muss dem ursprünglichen Antrag das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten beigefügt werden.

5° Ab dem zweiten Jahr seiner Verpflichtung muss der Erzeuger jedes Jahr bei der zuständigen Direktion der Außendienste und nach den Anweisungen der Verwaltung einen jährlichen Antrag auf Subventionen für Agrarumweltmaßnahmen einreichen. Dieser Antrag muss ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und unterzeichnet an den zuständigen Außendienst vor dem von der Verwaltung festgelegten Datum zurückgesandt werden.

Ab 2006 wird der ursprüngliche Antrag auf Subventionen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen in das Formular der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags, das von der Verwaltung ausgearbeitet wird, integriert. Dieses muss ordnungsgemäß unter Beachtung der alljährlich von der Verwaltung in den Erläuterungen zu dem besagten Formular festgelegten Anweisungen ausgefüllt werden.»

Art. 4 - Punkt 9° des Artikels 4 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Nur für die Parzellen des Betriebs, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind, können Subventionen für Agrarumweltmaßnahmen gewährt werden.

Gemäß Artikel 66 der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) dürfen für die in Artikel 2 angeführten Methoden 1 bis 3 und 7 bis 9 die Parzellen, für die der Erzeuger im Rahmen seines ursprünglichen Antrags für die durch den vorliegenden Erlass eingeführte Subventionsregelung eine Verpflichtung eingegangen ist, im Laufe des Verpflichtungszeitraums nicht ausgetauscht werden.»

Art. 6 - Artikel 6 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - § 1 - Jeder ursprüngliche Antrag muss innerhalb der für das Einreichen des Formulars für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vorgesehenen Frist eingereicht werden. Falls der ursprüngliche Antrag mit einer Verspätung von mehr als 25 Kalendertagen nach dem äußersten Datum eingereicht wird, wird er als unzulässig gewertet.

Nach dem Einreichen kann der als zulässig gewertete ursprüngliche Antrag nach den Regeln, die die Verwaltung alljährlich für die Änderung des Formulars der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags festlegt und die in den Erläuterungen zu dem besagten Formular angeführt werden, abgeändert werden.

Der ursprüngliche Antrag gilt als Verpflichtung des Erzeugers, alle Bedingungen bezüglich der Anwendung jeder der Methoden und Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist und die in der Anlage 1 angeführt werden, ab dem 1. April des Jahres des ursprünglichen Antrags zu beachten.

Jede Methode oder Untermethode, für die der Erzeuger in seinem ursprünglichen Antrag eine Verpflichtung eingegangen ist, stellt eine getrennte Verpflichtung dar.

§ 2 - Der zuständige Außendienst prüft, das jeder fristgerecht nach § 1 eingereichte ursprüngliche Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist. Der Direktor des zuständigen Außendienstes bestätigt schriftlich den Empfang jedes vollständigen und ordnungsgemäßen ursprünglichen Antrags. Ohne der Zulässigkeit dieses ursprünglichen Antrags vorzugreifen, werden in dieser Empfangsbestätigung pro Methode oder Untermethode, für die sich der Erzeuger verpflichtet, die Flächen, Längen oder andere angegebene Einheiten angeführt.

§ 3 - Ausschließlich bei einer Ablehnung des Antrags oder eines Teils des Antrags, übermittelt der Direktor des zuständigen Außendienstes dem Erzeuger per Einschreiben eine ausführliche Mitteilung zur Ablehnung des gesamten ursprünglichen Antrags oder eines Teils davon.

Falls er diese Entscheidung anfechten möchte, kann der Erzeuger eine Beschwerde einreichen, unter der Bedingung, dass dieser Beschwerde die notwendigen Belege beigelegt werden. Diese Beschwerde ist per Einschreiben an den Herrn Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region innerhalb von dreissig Kalendertagen ab der ablehnenden Mitteilung einzureichen. Eine auf anderem Wege, außerhalb dieser Frist oder ohne die betreffenden Belege eingereichte Beschwerde wird für nichtig erklärt.

Reicht er eine Beschwerde ein, so ist der Erzeuger verpflichtet, die agrarökologischen Methoden oder Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist, weiter anzuwenden, bis die Verwaltung einen endgültigen Entschluss gefasst hat.

Die Verwaltung bestätigt innerhalb von fünfzehn Kalendertagen ab dem Eingang einer jeden Beschwerde deren Empfang. In dieser Empfangsbestätigung wird gegebenenfalls die Nichtigkeit der betreffenden Beschwerde erklärt, die wiederum zur Bestätigung der ursprünglichen Ablehnung führt.

Kann die Beschwerde berücksichtigt werden, so übermittelt die Verwaltung dem Erzeuger schriftlich ihre endgültige Entscheidung innerhalb von drei Monaten nach dem Einreichen der genannten Beschwerde.

Falls durch die endgültige Entscheidung der Verwaltung die ursprüngliche Ablehnung ganz oder teilweise bestätigt wird oder wird durch die in Absatz 4 des vorliegenden Paragraphen die Nichtigkeit der Beschwerde per Empfangsbestätigung mitgeteilt:

— so kann der Erzeuger für den Zeitraum zwischen dem 1. April des Jahres, in dem der ursprüngliche Antrag eingereicht worden ist, und dem Datum der endgültigen Ablehnung für die Verpflichtung oder den Teil der Verpflichtung, auf den sich diese bezieht, keinerlei Subventionsansprüche geltend machen;

— ist der Erzeuger nicht weiter verpflichtet, die in seinem ursprünglichen Antrag eingegangenen Verpflichtungen für die Verpflichtung oder den Teil der Verpflichtung, auf den sich die Ablehnung bezieht, zu respektieren.»

Art. 7 - § 1 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird der dritte Absatz durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«In Anwendung von Artikel 21 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), ab dem 7. Mai 2004 aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), sind die in Absatz 3 angeführten Änderungen zulässig, unter der Bedingung, dass die nachfolgenden Auflagen erfüllt werden:

— für das Einreichen des Antrags auf Änderung müssen die von der Verwaltung festgelegten Fristen und Durchführungsbestimmungen beachtet werden;

— alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode oder Untermethode, die in der Anlage 1 angeführt sind, müssen erfüllt werden;

— die neue Verpflichtung betrifft wenigstens die Parzellen, Flächen oder anderen Bestandteile, auf die sich die laufende Verpflichtung bezieht;

— das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) muss dem Änderungsantrag beigelegt werden;

— die Verwaltung muss dem Änderungsantrag stattgeben.

Im Falle einer Genehmigung beginnt am 1. April des Jahres, in dem der Änderungsantrag eingereicht worden ist, eine neue fünfjährige Verpflichtung für die neue Methode oder Untermethode.

Bei den in Absatz 1 erwähnten genehmigten Änderungen handelt es sich um folgende:

1° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2 § 1 unter den Punkten 1° bis 9° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2 § 1 unter Punkt 10° angeführte Methode; Für diese Art der Änderung ist die im dritten Gedankenstrich des ersten Absatzes des vorliegenden Artikels nicht anwendbar;

2° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2 § 1 unter den Punkten 1° bis 5° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2 § 1 unter den Punkten 1° bis 5° entsprechenden Methoden mit einem gleichlautenden Gutachten nach Artikel 3;

3° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 2° angeführte Methode 2 in eine Verpflichtung für die Artikel 2 § 1 unter Punkt 8° angeführte Methode 8;

4° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2 § 1 unter Punkt 3° angeführte Untermethode 3.a. in eine Verpflichtung für die in Artikel 2 § 1 unter Punkt 9° angeführten Untermethoden 9.a., 9.b., 9.c. oder 9.d.;

5° Die Änderung einer Verpflichtung für eine Untermethode 9 in eine andere zwingendere Untermethode 9, die zweifellos Vorteile für die Umwelt mit sich bringt durch die Änderung eines gleichlautenden Gutachtens.»

§ 2 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch einen Absatz 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 7 - Unbeschadet der in den Absätzen 1 bis 6 des vorliegenden Artikels festgelegten Bedingungen muss der Erzeuger, der seine Fläche, seine Länge oder die Anzahl der Bestandteile einer bestimmten Verpflichtung vor dem Ablauf des betreffenden Zeitraums willentlich verringert, die ihm seit dem Beginn der betreffenden Verpflichtung für die von der Verringerung der Verpflichtung betroffenen Parzellen, Flächen oder Bestandteile ungeschuldet gezahlten Subventionen zurückzahlen. Dies gilt ebenfalls, wenn infolge der Verwaltungskontrollen oder der Kontrollen vor Ort eine Verringerung der Verpflichtung die Verwaltung feststellt, ohne dass der Erzeuger es mitgeteilt hätte.»

Art. 8 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art 9 - Die agrarökologischen Subventionen werden in fünf jährlich fälligen Teilbeträgen ausgezahlt.

Die eingereichten Anträge, die zur Zahlung der Subventionen berechtigen, werden honoriert bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist.

Jeder jährliche Teilbetrag wird erst dann gewährt, wenn der Erzeuger die Parzelle, für die eine Subvention gezahlt wird, bewirtschaftet hat. Der Zeitraum, auf den sich dieser Teilbetrag bezieht, beginnt am 1. April des betreffenden Jahres und endet am 31. März des darauffolgenden Jahres. Als von dem Erzeuger bewirtschaftete Parzellen gelten jene, die in seiner Flächenerklärung angeführt werden, mit Ausnahme der Parzellen, für die im Falle der Anwendung der in Artikel 2 angeführten Untermethode 3.a. und der Methoden 4 und 9 die in Anlage 1 angeführten Ausnahmen gelten.

Bei der Übertragung einer Verpflichtung innerhalb der in Artikel 7 § 1 festgelegten Frist geht das Recht auf die entsprechende Subvention ab dem 1. April des Jahres, in dem der Antrag auf Übertragung gestellt worden ist, auf den übernehmenden Erzeuger über.

Findet die Übertragung einer Verpflichtung nach Ablauf der in Artikel 7 § 1 festgelegten Frist statt, so geht das Anrecht auf die Subvention für die übertragenen Flächen oder Tiere für das Jahr, in dem die Übertragung stattgefunden hat, verloren.

Außer in ausführlich gerechtfertigten Fällen wird jeder jährliche Teilbetrag innerhalb von fünf Monaten nach dem Ende des Verpflichtungszeitraums, auf den er sich bezieht, ausgezahlt.

Der erste jährliche Teilbetrag wird von der Verwaltung auf der Grundlage der Angaben, die aus dem ursprünglichen Antrag und den während des ersten Jahres des Verpflichtungszeitraums durchgeführten Verwaltungskontrollen oder den Ortsbesichtigungen hervorgehen, bestimmt. Wenn der als zulässig gewertete ursprüngliche Antrag spät eingereicht wurde, werden die Subventionen, auf die der Erzeuger für die Verpflichtungen, die er im Rahmen dieses Antrags eingegangen hat, Anspruch hat, für den ersten zu zahlenden jährlichen Teilbetrag um 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zum für das Einreichen des Formulars für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag bestimmten Termin verringert.

Die vier folgenden Teilbeträge werden auf der Grundlage eines jährlich einzureichenden Subventionsantrags bestimmt. Das betreffende Antragsformular übermittelt die Verwaltung dem Erzeuger jedes Jahr. Der Erzeuger ist verpflichtet, dieses Formular unter Berücksichtigung der Anleitungen der Verwaltung zurückzusenden. Die Berechnung der Subventionen geschieht auf der Grundlage der Angaben, die der Erzeuger in diesem jährlichen Antrag macht sowie auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder den Ortsbesichtigungen.

Ein verspätetes Einreichen des jährlichen Antrags führt zu einer Verringerung des Betrags der Subventionen in Höhe von 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung bestimmten Termin. Jeder jährlich eingereichte Subventionsantrag, der mit mehr als fünfundzwanzig Kalendertagen Verspätung eingereicht wird, ist unzulässig. In diesem Fall geht das Anrecht auf eine Subvention für das betreffende Jahr verloren, ohne dass jedoch der Erzeuger von seinen Verpflichtungen für den noch verbleibenden Verpflichtungszeitraum befreit wird.

Für jedes Jahr des Verpflichtungszeitraums wird dem Erzeuger eine Berechnung der gewährten Subventionen schriftlich übermittelt.

Der Erzeuger kann gegen die Berechnung der Subventionen bei dem Herrn Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region eine Beschwerde einreichen. Damit sie zulässig ist, muss diese Beschwerde innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Tag der Zustellung der von der Verwaltung erstellten Berechnung per Einschreiben eingereicht werden. Zudem müssen dieser Beschwerde alle rechtfertigenden Belege beigefügt werden. Eine in einer anderen Form, außerhalb der vorgesehenen Frist oder ohne Beleg eingereichte Beschwerde ist ungültig.»

Art. 9 - In demselben Erlass wird ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut angefügt:

«Art. 9bis - Wenn eine Verpflichtung sich auf die Anwendung der Untermethode 3.a oder der Methode 9, die in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnt wird, bezieht, werden die Beihilfen für biologische Produktionsmethoden, die für die betroffenen kumulierten Längen und Flächen beantragt werden, bis zu einer maximalen Länge oder Fläche gewährt, die 8% der Fläche der gepflügten Kultur entspricht, für die er Anspruch auf die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft, die durch den Ministerialerlass vom 30. März 1995 oder durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 eingeführt worden sind, hat.»

Art. 10. § 1 - In Artikel 14 § 22 desselben Erlasses werden die Punkte e) und f) durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«e) Bei der Anwendung der Methode "Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur", die in der Anlage 1 Methode 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 definiert wird, können die Flächen, auf denen die Methode "Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur" angewandt wird, in Abweichung von Artikel 5 Absatz 3 des genannten Erlasses von einem anderen Erzeuger als dem Bezugsberechtigten der agrarökologischen Subvention auf der Flächenerklärung des Jahres, das auf das Anlegen der genannten Bodenbedeckung folgt, deklariert werden, unter der Bedingung, dass die betreffenden Flächen Gegenstand einer Nutzungsvereinbarung über eine Dauer von weniger als einem Jahr sind, welche von beiden Parteien unterzeichnet worden ist und die sich auf das Anlegen einer Frühjahrskultur oder einer Brache bezieht. Der Bezugsberechtigte muss außerdem über eine Abschrift dieser Vereinbarung verfügen, um diese den Kontrolleuren im Fall einer Ortsbesichtigung vorlegen zu können.

f) Bei der Anwendung der Methode "Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren", die in der Anlage 1 Methode 2.A des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 definiert wird, kann die Fläche der gepflügten Kultur, die an die begraste Wendefläche angrenzt, von einem anderen Erzeuger als dem Bezugsberechtigten der agrarökologischen Subvention auf der Flächenerklärung des betreffenden Jahres deklariert werden, unter der Bedingung, dass die gepflügte Kultur Gegenstand einer Nutzungsvereinbarung über eine Dauer von weniger als einem Jahr ist, welche von beiden Parteien unterzeichnet worden ist und die sich auf das Anlegen einer gepflügten Kultur bezieht. Der Bezugsberechtigte muss außerdem über eine Abschrift dieser Vereinbarung verfügen, um diese den Kontrolleuren im Fall einer Ortsbesichtigung vorlegen zu können.»

§ 2 - Artikel 14 § 2 desselben Erlasses wird durch einen Punkt j) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«j) Der Punkt 6° von Artikel 1 des vorliegenden Erlasses, der die Definition der "gepflügten Kultur" angibt, ersetzt den Punkt 8° von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999.»

Art. 11 - In den selben Erlass wird ein Artikel 15*bis* mit folgendem Wortlaut angefügt:

«Art. 15*bis*. Die ursprünglichen Anträge für Verpflichtungen bezüglich der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Methoden oder Untermethoden müssen spätestens in 2006 unter den im vorliegenden Erlass bestimmten Bedingungen eingereicht werden.»

Art. 12 - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 2 vorgenommen.

Der erste Absatz wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Erzeuger, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen (angegeben unter den Codenummern 61 oder 613) nach dem nachstehend angeführten Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 200 Euro pro Hektar gelangen.»

In dem zweiten Absatz werden die Punkte 5° und 6° durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«5° im Falle einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt mit Entsorgung des Eintrags erlaubt. In diesem Fall und bei dem ersten nach dem 15. Juni durchgeführten Mähen wird eine Fläche, die mindestens 5% der Fläche der Parzelle entspricht, nicht gemäht und als Fluchtstreifen aufrechterhalten. Die Parzelle darf nicht vor dem 1. August beweidet werden;

6° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen.»

Art. 13 - In der Anlage 1 desselben Erlasses wird folgende Abänderung der Methode 3 vorgenommen:

Punkt 6° der Untermethode 3 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«6° die an eine solche begraste Wendefläche angrenzende gepflügte Fläche muss durch den Empfänger der Subvention bewirtschaftet und in seiner Flächenerklärung vermerkt werden. Diese gepflügten Flächen können jedoch durch einen anderen Erzeuger als den betroffenen Empfänger der agrarökologischen Subvention in der Flächenerklärung des betroffenen Jahres angegeben werden, unter der Bedingung, dass die erwähnte gepflügte Fläche Gegenstand einer weniger als ein Jahr dauernden Vereinbarung zur Grundstücksbesetzung ist, die von den beiden beteiligten Parteien unterzeichnet wird und das Anlegen einer gepflügten Kultur betrifft. Der Bezugsberechtigte muss über eine Abschrift dieser Vereinbarung verfügen, um diese den Kontrolleuren im Fall einer Ortsbesichtigung vorlegen zu können. Falls der Erzeuger, mit dem der Pachtvertrag abgeschlossen wurde, im Laufe des Zeitraums, auf den sich der Pachtvertrag bezieht, sich auf der von dem Pachtvertrag betroffenen Fläche eines Vergehens gegen die Gesetzgebung im Bereich der Umwelt oder der Naturerhaltung schuldig macht, so muss der Erzeuger, dem agrarökologischen Subvention gewährt wird, die für die betreffende Methode seit dem Beginn der Verpflichtung gezahlten Subventionen zurückerstatten.»

Art. 14 - In Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 4 vorgenommen.

Der Punkt 2° des zweiten Absatzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«2° die Bedeckung des Bodens im Winter kann wie folgt angelegt werden:

— entweder in einem Getreideanbau (oder Maisanbau) vor seiner Ernte;

— oder vor dem 15. September auf einer Fläche, die Gegenstand einer gepflügten Kultur gewesen ist, die in der Flächenerklärung des Jahres angegeben ist, in der die Bedeckung unter einer anderen Codenummer als 81, 82, 83, 84, 85, 751, 851 oder 852 gepflanzt wird, wenn diese Kulturcodes Flächen entsprechen, die im Formular der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags unter der Hauptbestimmung X zwecks Benutzung von Rechten auf Brache erklärt werden;».

Punkt 4° des zweiten Absatzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«4° auf die Bedeckung des Bodens im Winter muss nach dem 1. Januar zerstört und eine Frühjahrskultur oder Brachland folgen. Als Kultur wird jegliche gepflügte Fläche betrachtet, die nach dem 1. Januar gesät wird und im Formular der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags betreffend das Jahr ihrer Aussaat als solche, wobei der geeignete spezifische Kulturcode benutzt wird, angegeben wird.»

Punkt 8° des zweiten Absatzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«8° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen;».

Art. 15 - In der Anlage 1 desselben Erlasses wird folgende Abänderung an der Methode 5 vorgenommen:

Punkt 4° des zweiten Absatzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«4° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen;».

Art. 16 - In der Anlage 1 desselben Erlasses wird folgende Abänderung an der Methode 7 vorgenommen:

Punkt 4° des zweiten Absatzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«4° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen;».

Art. 17 - In der Anlage 1 desselben Erlasses wird folgende Abänderung an der Methode 7 vorgenommen:

Punkt 8° des zweiten Absatzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«8° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen;».

Art. 18 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam.

Namur, den 4. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4571

[2007/203414]

**4 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004
betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van sommige verordeningen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2223/2004 van de Raad van 22 december 2004;

Gelet op verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende steun aan de biologische landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2004 betreffende steun aan de biologische landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 1995 houdende de invoering van een steunregeling voor agrarische bedrijfshoofden die zich ertoe verbinden om biologische teeltmethodes in te voeren of verder toe te passen, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 december 2001;

Gelet op beschikking nr. C(2000)2725 van de Commissie van 25 september 2000 houdende goedkeuring van het programmeringsdocument inzake plattelandontwikkeling voor het Waalse Gewest (België) voor de programmeringsperiode 2000-2006;

Gelet op beschikking nr. C(2004)2930 van de Commissie van 22 juli 2004 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het programmeringsdocument inzake plattelandontwikkeling voor het Waalse Gewest (België) voor de programmeringsperiode 2000-2006 en tot wijziging van beschikking nr. C(2000)2725 van de Commissie houdende goedkeuring van dat programmeringsdocument;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 14 augustus 2007,

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 augustus 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2007;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de invoering van bijkomende teeltcodes voor de aanwijzing van bodembedekkende planten van percelen aangegeven in de oppervlakteaangiften en de jaarlijks door de landbouwers ingediende steunaanvragen inhoudt dat de begripsomschrijving "akkerbouwgewassen" herzien moet worden en dat die codes dienovereenkomstig gebruikt moeten worden;

Overwegende dat de landbouwers, in het kader van de vereenvoudigde procedure voor de toekenning van bepaalde eensluitende adviezen van de Afdeling Beheer van de landelijke ruimten (aanvragen van eensluitende adviezen ingediend van de oppervlakteaangiften en de steunaanvragen voor de methodes 1 tot 5), die eensluitende adviezen zouden kunnen aanvragen zelfs als de betrokken percelen niet gelegen zijn in een zone waar de verstrekking van dat eensluitende advies gemachtigd wordt, er om redenen van administratieve vereenvoudiging van uit moet worden gegaan dat de oorspronkelijke aanvragen van dat soort als oorspronkelijke aanvragen zonder eensluitend advies worden beschouwd indien dat advies niet daadwerkelijk verstrekt kan worden;

Overwegende dat de wijzigingen die de Europese Verordening (EG) nr. 1782/2004 van de Raad van 29 september 2003 aangebracht heeft nieuwe regels inhouden voor de inoverwegingname van de percelen gelegen buiten het grondgebied van het Waalse Gewest voor de berekening van de veebezetting in het kader van de toepassing van methode 7;

Overwegende dat in het kader van de administratieve vereenvoudiging de oorspronkelijke verbintenaanvragen in de regeling voor subsidies voor een milieuvriendelijke landbouw en jaarlijkse vervolgaanvragen in het formulier voor de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag opgenomen moeten worden;

Overwegende dat Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen de braakliggende percelen waarop grondstoffen geteelt worden niet uitsluit van het voordeel van de milieuvriendelijke steunmaatregelen;

Overwegende dat uitgezonderd de percelen waarop de milieuvriendelijke landbouwmethodes 4, 5 en 6 toegepast worden duidelijkshalve uitdrukkelijk vermeld moet worden dat de milieuvriendelijke verbintenissen gebonden zijn aan de percelen waarop de milieuvriendelijke landbouwmethodes toegepast worden en dat het bijgevolg uitgesloten is ze tijdens de verbintenis uit te wisselen;

Overwegende dat de opnemings vanaf 2006 van de milieuvriendelijke landbouwaanvragen in het formulier voor de oppervlakteaangifte en de steunaanvragen inhoudt dat de geldboetes wegens laattijdigheid en de mogelijkheden voor de wijziging van die aanvragen afgestemd moeten worden op de uitwerkingsregels voor de andere regelingen waarvoor dit formulier geldt als steunaanvraag en eveneens het feit noodzakelijk maakt dat voor die aanvragen een andere administratieve beheersprocedure ingesteld wordt die een weerslag kan hebben op de termijn voor de verzending van de berichten van ontvangst of eventuele weigeringen van die aanvragen;

Overwegende dat de voorwaarden voor de verbinteniswijziging aangepast moeten worden aan de verschillende meegemaakte gevallen;

Overwegende dat bij vermindering van de verbintenis voor afloop ervan het feit uitdrukkelijk in het besluit vermeld moet worden dat die vermindering een terugvordering van de onterecht gestorte bedragen inhoudt;

Overwegende dat de toekenning van de subsidies voor een milieuvriendelijke landbouw betreffende de methodes 3.a en 9 voor percelen waarvoor steun gekregen wordt die onder de biologische landbouwsteunregeling valt slechts verantwoord kan worden als een akkerbouwoppervlakte die toepassing van de norm van 8 % maximum van methodes 3.a en 9 mogelijk maakt ten opzichte van de akkerbouwoppervlaktes mogelijk maakt eveneens uitgebaat wordt voor de biologische productie en biologische landbouwsteun krijgt;

Overwegende dat het voor de milieuvriendelijke landbouwmethodes 3.a en 4 past om wegens de administratieve vereenvoudiging de verplichting te schrappen voor de producent om de afschriften over te maken van de overeenkomsten in verband met de bodembezetting waarvan sprake in artikel 14, § 2, punten e) en f) van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van subsidies voor een milieuvriendelijke landbouw;

Overwegende dat Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 december 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO) nieuwe regels invoert voor de plattelandontwikkeling voor de programmeringsperiode 2007-2013 en dat dus een nieuwe regeling voor subsidiëring van een milieuvriendelijke landbouw met inbegrip van die nieuwe regels vanaf 2007 ingevoerd moet worden;

Overwegende dat uit de ervaring die opgedaan is tijdens het eerste jaar waarin de nieuwe regeling voor een milieuvriendelijke landbouw van toepassing was blijkt dat de bestekken van methode 2 in het maai-beheer verder verfijnd moeten worden;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de minimumoppervlakte van elk landbouwperceel waarop een milieuvriendelijke landbouwmethode toegepast wordt waarvoor de subsidie wordt uitbetaald op grond van de betrokken oppervlakte geharmoniseerd moet worden met de minimumoppervlakte van een landbouwperceel voor het mogelijk maken van de activering van de rechten op de bedrijfstoelageregeling;

Overwegende dat voor de toepassing van methode 4 de teeltopvolging pas ingevoerd kan worden na vernietiging van de bodembedekking waarvoor een milieuvriendelijke landbouwsubsidie verkregen wordt en dat bij vernietiging van die bodembedekking na 1 januari bepaalde plantensoorten die doorgaans erkend worden als wintergewassen nog tijdens die periode ingezaaid mogen worden, dat niet bepaald moet worden dat de teeltopvolging uitsluitend een lentegewas in enge zin moet zijn die de uitsluiting zou inhouden van de subsidies voor een milieuvriendelijke landbouw voor dergelijke oppervlakten terwijl het bestek van de methode wel degelijk in acht is genomen door de subsidiegerechtigde;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Punt 6° van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt gewijzigd als volgt :

« 6° "akkerbouwteelt" : teelt waarvan het areaal aangegeven is in de oppervlakteaangifte met uitzondering van de volgende teelten : blijvend hooiland (teeltcodes 61 en 613), bebossing (teeltcode 891), meerjaarlijkse vruchtteelten (teeltcode 971), groenteteelt onder glas (teeltcode 952), pitvruchten (teeltcodes 9201, 9202), fruitboom- of sierplantkwekerijen (teeltcode 9520), kerstbomen (teeltcode 962) of niet-landbouwgronden met een boomkruinlaag (teeltcode 92). »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. De producent kan een eensluidend advies vereisen dat betrekking heeft op de relevantie van de toepassing van één of meerdere methodes of submethodes in verhouding tot de milieutoestand van het betrokken perceel en/of van het bedrijf.

Dat advies wordt uitgebracht door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) op grond van objectieve criteria die zij vaststelt en die overeenstemmen met een erkende milieuverantwoording.

In voorkomend geval wordt de oorspronkelijke subsidie-aanvraag die ingediend wordt door de producent voor de betrokken methode indien het eensluidend advies aangevraagd voor de methodes 1 tot 5 bedoeld in artikel 2 niet door IG4 wordt uitgebracht, van ambtsweg beschouwd als een oorspronkelijke aanvraag voor die methode zonder eensluidend advies.

Dat advies gaat vooraf aan de oorspronkelijke toelageaanvraag en geldt voor de hele verbintenisduur. »

Art. 3. Punten 3°, 4° en 5° van artikel 14 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« 3° Hij moet beschikken in het Waalse Gewest over gronden waarvoor hij genoemde toelagen aanvraagt. Voor de berekening van de veebezetting kunnen sommige percelen gelegen buiten het Waalse Gewest evenwel in overweging worden genomen overeenkomstig artikel 8 van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, waarbij bepaald wordt dat indien een voederoppervlakte gelegen is in een andere lidstaat dan de lidstaat waar de bedrijfszetel van de landbouwer die hem uitbaat, gelegen is, die oppervlakte op aanvraag van de landbouwer beschouwd wordt als deel uitmakend van het bedrijf van die landbouwer op voorwaarde dat het perceel gelegen is in de onmiddellijke nabijheid van het bedrijf en dat het overgrote deel van de landbouwooppervlakten die die landbouwer gebruikt gelegen is in de lidstaat waarin zijn activiteit hoofdzakelijk gelegen is;

4° Hij moet bij aangetekende brief een oorspronkelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen bij de bevoegde buitendienst d.m.v. het door het bestuur opgemaakte formulier. De producent moet alle percelen duidelijk opgeven waarop een milieuvriendelijke methode wordt toegepast met vermelding van de nummering van de percelen zoals die staat vermeld op de oppervlakteaangifte die hij in hetzelfde jaar heeft ingediend. Hij mag slechts één enkele oorspronkelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen per jaar. Onverminderd de te bezorgen bewijsstukken bedoeld in bijlage 1 moet de oorspronkelijke aanvraag, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, vergezeld zijn van een kopie van de fotoplannen gebruikt voor de jaarlijkse oppervlakteaangifte van de aanvrager voor het betrokken jaar, waarop nauwkeurig vermeld zijn voor de methodes of submethodes bedoeld in artikel 2, § 1, sub 1° tot 5° en sub 7° tot 9°, de percelen betrokken bij de subsidieaanvraag.

Vanaf 2006 wordt de oorspronkelijke aanvraag voor milieuvriendelijke landbouwsubsidies opgenomen in het formulier voor de oppervlakteaangifte en steunaanvraag zoals vastgesteld door het bestuur en moet hij behoorlijk ingevuld worden volgens de aanwijzingen die het bestuur jaarlijks vastlegt in de korte uiteenzetting bij het formulier.

In voorkomend geval moet de oorspronkelijke aanvraag vergezeld zijn van het eensluidend advies waarvan sprake in artikel 3.

5° Vanaf het tweede verbintenisjaar moet de producent jaarlijks bij de bevoegde buitendienst en volgens de aanwijzingen van het bestuur een jaarlijkse aanvraag voor milieuvriendelijke landbouwsubsidies indienen. De behoorlijk ingevulde, gedateerde en ondertekende aanvraag moet terug worden gestuurd naar de bevoegde buitendienst voor de einddatum vastgelegd door het bestuur.

Vanaf 2006 wordt de oorspronkelijke aanvraag voor milieuvriendelijke landbouwsubsidies opgenomen in het formulier voor de oppervlakteaangifte en steunaanvraag zoals vastgesteld door het bestuur en moet hij behoorlijk ingevuld worden volgens de aanwijzingen die het bestuur jaarlijks vastlegt in de korte uiteenzetting bij het formulier. »

Art. 4. Punt 9° van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5.5. Enkel de percelen gelegen op het geografisch grondgebied van het Waalse Gewest komen in aanmerking voor de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw voorzien bij dit besluit.

Voor de methodes 1 tot 3 en 7 tot 9 bedoeld in artikel 2 kunnen de percelen waarvoor de producent via de oorspronkelijke aanvraag in de subsidieregeling is gestapt die bij dit besluit is ingevoerd niet tijdens die periode niet ingewisseld worden overeenkomstig artikel 66 van Verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL). »

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. Elke oorspronkelijke aanvraag moet worden ingediend binnen de gestelde termijn voor de indiening van de oppervlakteaangifte en steunaanvraag. Als de oorspronkelijke aanvraag wordt ingediend met meer dan vijftientwintig kalenderdagen vertraging ten opzichte van de einddatum, wordt de oorspronkelijke aanvraag onontvankelijk geacht.

Na indiening ervan kan een ontvankelijke oorspronkelijke aanvraag gewijzigd worden volgens de jaarlijks door het bestuur bepaalde regels voor de wijziging van het formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag en zoals nader omschreven in de korte uiteenzetting bij dit formulier.

De oorspronkelijke aanvraag vormt de verbintenis van de producent om alle voorwaarden na te leven betreffende de toepassing van alle methodes en submethodes waarmee ingestemd wordt zoals bedoeld in bijlage 1 te rekenen van 1 april van het jaar van de oorspronkelijke aanvraag.

Elke methode of submethode waarmee de producent instemt in zijn oorspronkelijke aanvraag, vormt een aparte verbintenis.

§ 2. De bevoegde buitendienst onderzoekt of elke oorspronkelijke aanvraag die ingediend wordt binnen de in § 1 bedoelde termijn, volledig en conform is. De directeur van de bevoegde buitendienst meldt schriftelijk ontvangst van elke volledige en conforme oorspronkelijke aanvraag. Zonder vooruit te lopen op de vraag of die oorspronkelijke aanvraag in aanmerking komt, geeft die ontvangstmelding per methode of submethode die de producent aannam, de oppervlakte-, lengtegegevens of andere eenheden zoals aangegeven aan.

§ 3. Enkel bij gedeeltelijke of gehele weigering ervan zendt de directeur van de bevoegde buitendienst per aangetekend schrijven een uitdrukkelijke kennisgeving aan de producent over de gedeeltelijke of gehele weigering van zijn oorspronkelijke aanvraag.

Bij betwisting kan de producent een beroep indienen voorzover hij er de verantwoordingsstukken bij voegt. Dat beroep wordt per aangetekend schrijven ingediend bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Ministerie van het Waalse Gewest binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de kennisgeving van de weigering. Een beroep dat ingediend wordt bij een andere middel, buiten die termijn of zonder bewijsstuk, houdt de nietigheid van het beroep in.

In geval van indiening van een beroep moet de producent de milieuvriendelijke methodes of submethodes waarmee hij ingestemd heeft, blijven toepassen tot de definitieve beslissing van het bestuur.

Het bestuur meldt ontvangst van elk beroep binnen een termijn van vijftien kalenderdagen te rekenen van de ontvangst ervan. Die ontvangstmelding maakt in voorkomend geval gewag van de nietigheid van dat beroep, wat de bevestiging inhoudt van de oorspronkelijke wijziging.

Wanneer het beroep in aanmerking kan worden genomen, deelt het bestuur zijn definitieve beslissing schriftelijk mee aan de producent binnen drie maanden na de indiening daarvan.

Wanneer de definitieve beslissing van het bestuur de oorspronkelijke weigering geheel of gedeeltelijk bevestigt of in geval van notificatie van nietigheid van het beroep via het bewijs van ontvangst bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf :

— mag de producent geen aanspraak maken op toelagen voor de periode tussen 1 april van het jaar van indiening van de oorspronkelijke aanvraag en de datum van de definitieve weigering wat betreft de verbintenis of het gedeelte daarvan waarop de weigering betrekking heeft;

— is de producent niet meer verplicht de verbintenissen na te leven die aangegaan zijn in zijn aanvankelijke aanvraag wat betreft de verbintenis of het gedeelte daarvan waarop de weigering betrekking heeft. »

Art. 7. § 1. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

« § 3. Overeenkomstig artikel 21 van Verordening (EG) nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), vervangen vanaf 7 mei 2004 bij artikel 21 van Verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), worden de in het derde lid bedoelde omzettingen toegestaan voorzover wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

— de omzettaansvraag moet worden ingediend binnen de termijn en volgens de modaliteiten die vastgesteld zijn door het bestuur;

- er moet worden voldaan aan alle voorwaarden voor het in aanmerking komen van de nieuwe methode of submethode zoals bepaald in bijlage 1;
- de nieuwe verbintenis betreft minstens de percelen, oppervlakten of andere elementen die de lopende verbintenis dekt;
- het eensluidend advies van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) waarvan sprake in artikel 3 moet worden gevoegd bij de omzettingaanvraag;
- de omzettingaanvraag moet worden aanvaard door het bestuur.

In geval van aanvaarding wordt een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor de nieuwe methode of submethode aangegaan vanaf 1 april van het jaar van de indiening van de omzettingaanvraag.

De in het eerste lid bedoelde omzettingen zijn de volgende :

1° de omzetting van een verbintenis betreffende de methodes of submethodes bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 9°, in een verbintenis voor de methode bedoeld in artikel 2, § 1, punt 10°. Voor dat type omzettingen geldt de voorwaarde bepaald onder het derde streepje van § 1 van dit artikel niet;

2° de omzetting van een verbintenis betreffende de methodes of submethodes bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 5°, in een verbintenis voor de overeenstemmende methodes bedoeld in artikel 2, § 1, punten 1° tot 5°, met eensluidend advies zoals bedoeld in artikel 3;

3° de omzetting van een verbintenis betreffende methode 2 bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, in een verbintenis voor methode 8 bedoeld in artikel 2, § 1, punt 8°;

4° de omzetting van een verbintenis betreffende submethode 3.a bedoeld in artikel 2, § 1, in een verbintenis voor submethodes 9.a, 9.b, 9.c of 9.d bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 9°;

5° de omzetting van een verbintenis betreffende een submethode 9 in een strengere submethode 9 die onbetwistbare milieuvoordelen vertoont mits de wijziging van het eensluidend advies. »

§ 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt een paragraaf 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Onverminderd de voorwaarden vastgelegd in de paragrafen 1 tot 6 van dit artikel moet de producent die de oppervlakte, de lengte of het aantal bestanddelen van een bepaalde verbintenis vermindert voor beëindiging ervan de onterecht geïnde subsidies terugbetalen sinds het begin van die verbintenis voor de percelen, de oppervlakten of andere bestanddelen die bij de vermindering van de verbintenis betrokken zijn. Dit geldt eveneens indien na afloop van de bestuurlijke controles of controles ter plaatse het bestuur een vermindering van de verbintenis vaststelt zonder dat de producent er kennis van gegeven heeft. »

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De subsidies voor een milieuvriendelijke landbouw worden in vijf jaarlijkse schijven uitbetaald.

De ingediende aanvragen die recht geven op de subsidie worden ingewilligd zolang de beschikbare vastlegingsmachtiging strekt.

Elke jaarlijkse schijf wordt enkel toegekend als de producent het perceel dat onder een subsidie valt, uitgebaat heeft. De periode die onder een jaarlijkse schijf valt vangt aan op 1 april van het jaar waarop hij betrekking heeft en eindigt op 31 maart van het daaropvolgende jaar. Als uitgebaat door de producent worden beschouwd, de percelen die opgenomen zijn in de oppervlakteaangifte met uitzondering van de percelen betrokken bij de afwijkingen bepaald in bijlage 1 voor de submethode 3 en de methodes 4 en 9 bedoeld in artikel 2.

In geval van verbintenisoverdracht binnen de in artikel 7, § 1, bepaalde termijn wordt het recht op de toelage overgedragen aan de overnemer vanaf 1 april van het jaar waarin de overdrachtaanvraag werd ingediend.

Wanneer de verbintenisoverdracht plaatsvindt buiten voornoemde termijn van artikel 7, § 1, is het recht op de toelage voor de overgedragen oppervlakten of dieren verloren voor het jaar waarin de overdracht plaats heeft gevonden.

Behoudens behoorlijk verantwoord geval wordt elke jaarlijkse schijf uitbetaald binnen vijf maanden na het einde van de verbintenisperiode waarop ze betrekking heeft.

De eerste jaarlijkse schijf wordt vastgesteld door het bestuur op grond van de gegevens die staan vermeld in de oorspronkelijke aanvraag en van de administratieve controles of controles ter plaatse uitgevoerd tijdens het eerste verbintenisjaar. Wanneer een oorspronkelijke aanvraag laattijdig is ingediend, worden de subsidies waarop de producent recht heeft voor de verbintenissen die hij via die aanvraag aanging voor de eerste jaarlijkse schijf van betaling verminderd met 1 % per werkdag vertraging ten opzichte van de einddatum vastgesteld voor de indiening van het formulier voor de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag.

De volgende voer jaarlijkse schijven worden bepaald op grond van een jaarlijkse subsidieaanvraag. Het formulier voor de jaarlijkse aanvraag wordt door het bestuur naar de producent gestuurd. De producent moet dat formulier terugsturen overeenkomstig de aanwijzingen van het bestuur. De berekening van de subsidies is gegrond op de gegevens vermeld door de producent in die jaarlijkse aanvraag en op de bestuurlijke of ter plaatse uitgevoerde controles.

Wordt de jaarlijkse aanvraag laattijdig ingediend, dan leidt dat tot een vermindering van het bedrag van de subsidie met 1 % per werkdag vertraging tegenover de einddatum die het bestuur heeft bepaald. Elke jaarlijkse aanvraag tot betaling van de subsidies ingediend met meer dan vijftientig dagen vertragen is onontvankelijk. In dat geval is het recht op de subsidie voor het betrokken jaar verloren zonder dat de producent van zijn verbintenissen ontheven wordt voor de nog lopende verbintenisperiode.

Voor elk verbintenisjaar wordt een kennisgeving van de berekening van de toegekende toelagen gestuurd aan de producent.

De producent kan een beroep indienen tegen de berekening van de subsidies bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Ministerie van het Waalse Gewest. Om ontvankelijk te zijn, wordt het schriftelijk beroep per aangetekend schrijven gestuurd binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de kennisgeving van die berekening door het bestuur en daarbij moeten de stukken worden gevoegd die het beroep verantwoorden. Elk beroep dat in een andere vorm, buiten de bepaalde termijn of zonder verantwoordingsstuk wordt ingediend, houdt de nietigheid van het beroep in. »

Art. 9. Er wordt een artikel 9bis aan hetzelfde besluit toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9bis. Wanneer een verbintenis betrekking heeft op de toepassing van submethode 3.a of methode 9 bedoeld in artikel 2 van dit besluit wordt de steun aan de biologische productiewijze die aangevraagd wordt voor de betrokken samengeutelde lengtes of oppervlaktes toegekend voor een maximumlengte of -oppervlakte ter hoogte van 8 % van de akkerbouwoppervlakte waarvoor hij in aanmerking komt voor biologische landbouwsteun ingevoerd bij het ministerieel besluit van 30 maart 1995 of bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003. »

Art. 10. § 1. in artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit worden punten e) en f) vervangen als volgt :

« e) In geval van toepassing van de methode "grondbedekking tijdens de tussenteelt" zoals bepaald in methode 8 bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van 11 maart 1999, in afwijking van het derde lid van artikel 5 van hetzelfde besluit, kunnen de oppervlakten waarop voornoemde methode wordt toegepast, worden aangegeven door een andere producent dan de begunstigde van de toelage voor milieuvriendelijke landbouw, in de oppervlakteaangifte van het jaar dat volgt op de aanleg van genoemde bedekking op voorwaarde dat de bedoelde oppervlakten het voorwerp uitmaken

van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een lenteteelt of braakland. De subsidiegerechtigde moet daarnaast beschikken over een afschrift van die overeenkomst om ze aan de controleurs te tonen bij een controle ter plaatse.

f) In geval van toepassing van de methode "vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar" zoals bepaald in methode 2.A bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van 11 maart 1999, kan de akkerbouwteeltoppervlakte liggend naast de met gras bezaaide perceelsrand door een andere producent dan de begunstigde van de toelage worden aangegeven in de oppervlakteaangifte van het betrokken jaar op voorwaarde dat de bedoelde akkerbouwteelt het voorwerp uitmaakt van een gebruiksovereenkomst met een duur korter dan één jaar ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een akkerbouwteelt. De subsidiegerechtigde moet daarnaast beschikken over een afschrift van die overeenkomst om ze aan de controleurs te tonen bij een controle ter plaatse. »

§ 2. In § 2 van artikel 14 van hetzelfde besluit wordt een punt j) ingevoegd, luidend als volgt :

« j) Punt 6° van artikel 1 van dit besluit dat de begripsomschrijving "akkerbouwteelt" opneemt vervangt punt 8° van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999. »

Art. 11. Er wordt een artikel 15bis aan hetzelfde besluit toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15bis. De oorspronkelijke verbintenaanvragen betreffende de methodes of submethodes bedoeld in artikel 2 van dit besluit moeten uiterlijk worden ingediend in 2006 onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden. »

Art. 12. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 2 :

Het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De producent die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend hooiland te beheren (aangegeven onder codes 61 of 613) volgens het onderstaande bestek, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 200 euro per hectare. »

In het tweede lid worden punten 5° en 6° vervangen als volgt :

« 5° in geval van een ander beheer dan het weiden wordt enkel het maaien met afvoer van het product toegestaan. In dit geval wordt bij de eerste maaibeurt na 15 juni ten minste 5 % van de perceeloppervlakte in stand gehouden in de vorm van ongemaaide vluchtstroken. Het perceel mag niet worden begraaasd vóór 1 augustus;

6° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren. »

Art. 13. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt de volgende wijziging aangebracht aan methode 3 :

Punt 6° van submethode 3.a wordt gewijzigd als volgt :

« 6° de akkerbouw aanpalend aan een perceelsrand, met gras ingezaaid, moet door de subsidiegerechtigde uitgebaat worden en aangegeven worden in zijn oppervlakteaangifte. Die akkerbouwteelt kan evenwel aangegeven worden door een andere producent dan de betrokken gerechtigde van de subsidie voor een milieuvriendelijke landbouw in de oppervlakteaangifte van het betrokken jaar op voorwaarde dat de akkerbouwoppervlakte zoals bedoeld opgenomen wordt in een bezettingsovereenkomst die minder duurt dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betrekking hebbend op het aanplanten of inzaaien van een akkerbouwgewas. De subsidiegerechtigde moet daarnaast beschikken over een afschrift van die overeenkomst om ze aan de controleurs te tonen bij een controle ter plaatse. Indien in de loop van de door de huurovereenkomst gedekte periode, de producent met wie de huurovereenkomst is aangegaan een overtreding van de wetgeving inzake leefmilieu of natuurbehoud pleegt op de bij de huurovereenkomst betrokken oppervlakte, moet de in aanmerking komende producent de toelagen die sinds het begin van de verbintenis gestort zijn in hoofde van de betrokken methode, terugstorten; ».

Art. 14. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 4 :

Punt 2° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« 2° de wintergrondbedekking kan aangelegd worden :

— hetzij in een graan (of maïs-)teelt vóór de oogst hiervan;

— hetzij vóór 15 september op een oppervlakte die het voorwerp heeft uitgemaakt van een akkerbouwteelt aangegeven in de oppervlakteaangifte van het jaar waarin de bedekking wordt aangeplant onder een andere code dan 81, 82, 83, 84, 85, 751, 851 of 852 indien die akkerbouwgewassen overeenstemmen met oppervlaktes die aangegeven worden in het formulier voor de oppervlakteaangifte en steunaanvraag onder hoofdbestemming X met het oog op het gebruik van de braakleggingsrechten; ».

Punt 4° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« 4° die winterbedekking moet worden vernietigd na 1 januari en gevolgd door de aanplanting van een lenteteelt of een braakland. Onder gewas wordt elk akkerbouwgewas verstaan ingezaaid na 1 januari en aangegeven in het formulier voor de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag in verband met het jaar van de inzaaiing als dusdanig onder gebruik van de gepaste specifieke teeltcode; ».

Punt 8° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« 8° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren; ».

Art. 15. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt de volgende wijziging aangebracht aan methode 5 :

Punt 4° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« 4° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren; ».

Art. 16. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt de volgende wijziging aangebracht aan methode 7 :

Punt 4° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« 4° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren; ».

Art. 17. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt de volgende wijziging aangebracht aan methode 7 :

Punt 8° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« 8° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren; ».

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2006.

Namen, 4 oktober 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN